



## CFIA RENNES 2022

Les nouvelles réglementations en matière de marquages  
et consignes de tri imposées par la loi AGEC

**Par Christèle Chancrin, Expert Eco-contributions & Réduction déchets**



**Christèle Chancrin**  
Expert en éco-contributions et  
réduction des déchets  
Fondatrice E<sup>3</sup> Conseil

- Juriste/fiscaliste spécialiste des filières de Responsabilité Élargie des Producteurs en matière de déchets (REP)
- Expert Eco-contributions et réduction déchets depuis 1999
- Fondatrice E<sup>3</sup> Conseil, Expertise Economie Environnement (2005), juriste-Fiscaliste REP
- 20 ans d'expérience aux côtés des Metteurs en marché
- Formée à l'éco-conception (ADEME, CITEO) et Bilan Carbone®(BEGES)





- Cabinet d'audit et bureau d'études pour les entreprises  
En France et en Europe
- Spécialiste des Eco-contributions et des déchets des filières REP  
Pionnier et leader depuis 2005
- Experts scientifiques et réglementaires  
Juristes, fiscalistes, ingénieurs, designers, formateurs.
- Cabinet qualifié ISQ/OPQCM depuis 2007 – Référencé ADEME
- Prestataire de formation  
Numéro d'activité : 11 75 59216 75

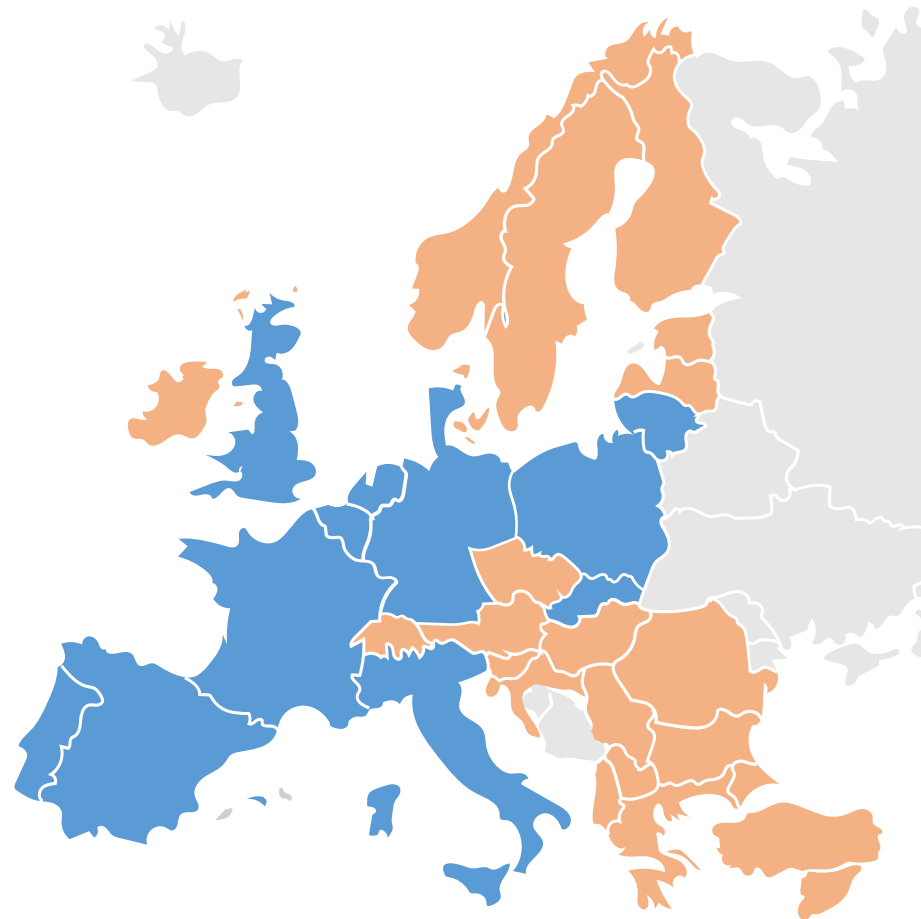
→Prestation « sur mesure »



**Ingénierie éco-contributive au service des metteurs en marché**

E<sup>3</sup> Conseil intervient en France et en Europe sur l'ensemble des filières de REP en place dans les Etats membres tels que emballages, équipements électriques et électroniques, piles et accumulateurs, mobilier, textile, pneus, papiers, etc.

-  Pays dans lesquels E<sup>3</sup> Conseil assure l'optimisation des éco-contributions et l'externalisation des éco-déclarations
-  Pays dans lesquels E<sup>3</sup> Conseil maîtrise la réglementation REP et les éco-organismes pour chaque filière



- Les filières de Responsabilité élargie du Producteur (REP) et principe de l'éco-contribution  
Panorama des filières REP en France
- La loi AGEC, les marquages et signalétiques de tri  
Le point vert, le Triman et la consigne de tri harmonisée
- Le calendrier de mise en œuvre et de déploiement
- Exemples de consignes dans les filières emballages, papiers, textiles
- Les nouveaux logos européens
- Les sanctions

Réserves : cette présentation ne vaut pas garantie juridique

**Un extrait de cette présentation est disponible sur demande à : [contact@e3conseil.com](mailto:contact@e3conseil.com)**

# Les filières REP en France et le principe de l'éco-contribution







## Filières en réponse à une directive européenne





















## Filières imposées par une réglementation européenne



## Filières imposées par une réglementation nationale

-   Emballages 1993
-  Imprimés graphiques 2007
-  Piles & Accus 2001

-  DEEE 2005
-  Pneumatique 2004
-  VHU 2006
-  Gaz fluoré
-  P&A industriels et autos
-  Gommages à mâcher 2024\*
-  Textiles sanitaires à usage unique 2024\*
-  Engins de pêche 2025\*

- |  |  |
|--|--|
|   DEA 2013 |  Agrofourniture 2001                          |
|  Déchets de soins à risques infectieux<br>DASRI   |  Phytopharma 2001                             |
|  Médicaments non utilisés (MNU)   |  Produits du tabac* (mégots) 2021             |
|  DDS 2013 & Pyrotechnie nautique 2017   |  Jeux et Jouets 2022*                         |
|  Lubrifiant 1986  |  Articles de sport & loisirs* 2022            |
|  Bouteilles de gaz 2015   |  Bricolage & jardin* 2022                     |
|  Textiles 2007  |  Déchets du bâtiment* 2022                    |
|  Navires de plaisance ou sport 2019   |  Emballages de la restauration 2023 *         |
|  |  Emballages industriels et commerciaux 2025 * |

\*Filières issues de la loi Agec

## L'éco-contribution dans l'économie circulaire





# Loi AGEC

(n° 2020-105 du 10 février 2020 loi anti-gaspillage et économie circulaire)

## et les marquages obligatoires

## La loi AGEC :

- ❑ impose et réaffirme les obligations de marquage et de signalétique informant le consommateur que le produit ou l'emballage à destination du particulier fait l'objet de règles de tri. (Art. L. 541-9-3. code environnement)
- ❑ vise à interdire les marquages induisant de la confusion et renforce les obligations en matière d'information

Deux décrets importants publiés sur les marquages

- [Arrêté du 30 novembre 2020 relatif aux signalétiques et marquages pouvant induire une confusion sur la règle de tri ou d'apport du déchet issu du produit \(JO du 25/12/2020\)\\_\(suspendu\)](#)
- [Décret n° 2021-835 du 29 juin 2021 relatif à l'information des consommateurs sur la règle de tri des déchets issus des produits soumis au principe de responsabilité élargie du producteur](#)



**Un contexte législatif en perpétuelle évolution et où l'information à destination des usagers est renforcée**

## L'interdiction des marquages induisant de la confusion et l'information des usagers



- Arrêté du 30 novembre 2020 relatif aux signalétiques et marquages pouvant induire une confusion sur la règle de tri  
Suspension de l'interdiction du point vert suite à une action des associations/fédérations ANIA, AFISE, FEBEA, FCD, GROUP'HYGIENE : Ordonnance du CE 15 mars 2021 \_ en attente de la décision sur le fond)

## L'obligation du Triman pour les produits disposant d'une filière de recyclage



- L'apposition du logo Triman sur les produits et emballages :  
Triman : Loi AGEC a fait évoluer la signification du logo de la filière de recyclage à l'existence d'une filière de tri. Il est obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022.

**Outre la filière des emballages ménagers, les filières concernées sont notamment (non exhaustif) : Les textiles (habillement, linge de maison et chaussures), les éléments d'ameublement, les médicaments, les équipements électriques et électroniques, les piles et accumulateurs, les lampes, les filtres de cigarettes, etc.**  
**Et les produits relevant des nouvelles filières telles que, les jeux et jouets, les articles de sport et de loisirs ou les gommes à mâcher.**



**Une nouvelle info-tri harmonisée pour les produits et emballages entre en vigueur progressivement depuis le 1<sup>er</sup> /01/2022 : le consommateur doit être informé !**

# Calendrier des obligations d'affichage

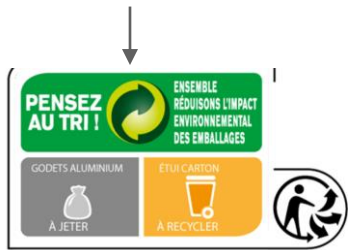


**➡ Des délais contraignants et des mutations à prévoir dans les mois à venir...**

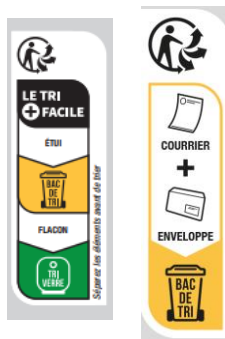
## La nouvelle info-tri obligatoire depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022 :

Chaque composant d'emballage doit être distingué

**Cette ancienne consigne de tri n'est plus valable depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022**



Contraintes de dimensions : Si l'emballage n'est pas assez grand pour contenir l'info-tri, une adresse URL (vers le site de l'Ademe) qui renvoie vers une consigne de tri complète peut-être accolée. Le Triman reste obligatoire, si le produit bénéficie d'une filière de tri.



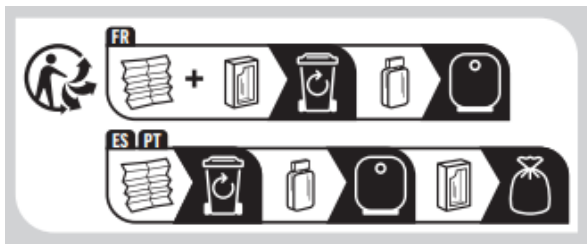
Marquage multipays



**➡ Faites valider votre info-tri par votre éco-organisme.**

Une structure similaire, des indications différentes, à afficher sur la notice ou sur l'emballage (sauf dimensions particulières < 20 cm<sup>2</sup>)

Uniquement en Noir et Blanc pour les produits exportés



Tous les produits en papier sont concernés (y compris notices et brochures)



Helvetica Neue 77 Bold Condensed  
 ABCDEFGHIJKLMNOPQRSTUVWXYZ  
 abcdefghijklmnopqrstuvwxyz



Pantone 2258 C  
 C85 M0 J100 N20



Pantone 123 C  
 CO M25 J86 N0








Pantone Black C  
 CO M0 J0 N100

➔ Des contraintes en termes chromatiques et de polices de caractères à respecter pour chaque filière.

## Le consommateur ne doit pas s'interroger. Il doit savoir quoi et où jeter !

- Des contraintes de dimensions spécifiques à chaque filière
- Une charte graphique précise (typos, couleurs, formes, ...) et différente pour chaque filière

Emballages	Papiers	EEE, PA, lampes	Textile	MNU
				



**L'imbrication des différents logos, non encore explicite... de quoi semer encore la confusion ?**

## Le règlement du 17/12/2020 de la commission européenne établit des règles concernant des spécifications harmonisées relatives au marquage des produits en plastique à usage unique.



- Marquage pour les emballages de serviettes hygiéniques (surface égale ou supérieure à 10 cm)  
Dérogation pour les emballages mis sur le marché avant le 4 juillet 2022 peut-être apposé sous forme d'autocollants



- Marquage pour les emballages de tampons et d'applicateurs de tampons (surface égale ou supérieure à 10 cm)  
Dérogation identique



- Marquage pour les emballages des lingettes pré-imbibées pour usages corporels et domestiques (surface égale ou supérieure à 10 cm)  
Dérogation identique



- Marquage pour les produits du tabac avec filtres et pour les filtres commercialisés en combinaisons avec des produits du tabac (surface égale ou supérieure à 10 cm)  
Dérogation identique



- Marquage pour les gobelets pour boissons fabriqués partiellement avec du plastique  
Dérogation identique



**Attention : Plusieurs producteurs via leurs fédérations ont déposé une action en annulation de ce règlement auprès de la Cour Européenne.**



Entre les consignes de tri imposées par la loi AGEC et par la réglementation européenne, producteurs et fabricants devront faire preuve d'inventivité graphique...



Marquage pour les produits de la Presse : conforme mais absence du marquage lié à l'emballage



Marquage d'un gobelet de fastfood : « trop de logos, tue le logo ! »

**➡ Au risque de semer la confusion... et de devoir agrandir les emballages ???**

## Des logos non conformes qui existent toujours

- Exemple de marquage vu récemment sur un emballage en carton présentant le logo point vert sans indication de la consigne de tri, prête à confusion et ne permet pas au consommateur de savoir quoi faire de son emballage.



**➔ Il y a urgence à faire évoluer le marquage sur les emballages**

## Article L541-9-4

**A venir - Version du 01 janvier 2022**

Modifié par LOI n°2021-1104 du 22 août 2021 - art. 3 (V) portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets

« Tout manquement aux obligations d'information mentionnées aux articles L. 541-9-2 et L. 541-9-3 est passible d'une amende administrative dont le montant ne peut excéder 3 000 € **pour une personne physique et 15 000 € pour une personne morale.**

Cette amende est prononcée dans les conditions prévues au chapitre II du titre II du livre V du code de la consommation. »



**Conformément à la loi « Climat » du 22/08/2021, à compter du 01/01/2022 une sanction de 15 000€ est encourue en cas de non conformité**



Le spécialiste des éco-contributions  
versées aux éco-organismes en France et en Europe

Gestion | Optimisation | Externalisation des éco-contributions | Réduction déchets

**MERCI**

**Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux**



Christèle CHANCRIN, Fondatrice E³ Conseil  
Expert Eco-contributions  
[cchancrin@e3conseil.com](mailto:cchancrin@e3conseil.com)

E³ CONSEIL  
Expertise Economie Environnement  
5 cité d'Antin - 75009 PARIS  
01 55 32 01 85  
[www.e3conseil.com](http://www.e3conseil.com)